

Le dossier traînait dans les cartons depuis 2004. La Région a débloqué 11 millions d'euros pour construire un nouveau lycée agricole à Pontauxmur. Le chantier va démarrer et devrait durer 18 mois.

Fabrice Mino

fabrice.mino@centrefrance.com

« C'est une vraie dynamique pour notre territoire des Com-

brailles ». Marie-Thérèse Sikora, conseillère régionale et maire de Saint-Éloy-les-Mines, ne cache pas sa satisfaction de voir enfin aboutir « un dossier qui traîne depuis 2004 ». La ténacité des élus locaux a permis de con-

vaincre Laurent Waunquiez et l'exécutif régional qui ont donc débloqué 11 millions d'euros pour construire un nouveau lycée agricole à Pontauxmur.

Le nouvel établissement imaginé par les architectes Bruhat et Bouchaudy s'étalera sur 3.690 m² et proposera une toiture végétalisée, sept salles de cours, sept salles de travaux pratiques, un internat, une grande salle polyvalente, une

vaste salle de repos, une animation dans des locaux plus grands et trois logements de fonction.

Il va s'implanter juste derrière le lycée actuel qui sera ensuite démoli

Il va s'installer juste derrière le bâtiment actuel. Ce dernier, obsolète et plus adapté aux bonnes conditions de travail des élèves, sera ensuite démolit pour aménager des stationnements

et un espace paysager.

Le chantier vient d'être lancé en présence des 23 entreprises retenues, dont beaucoup sont installées sur le territoire.

« C'est un grand cadeau pour mon arrivée, car on va avoir un bel outil opérationnel, confie Nizam Houssami, nouveau directeur du lycée. C'est un beau projet, très complet, pour les jeunes, et pour l'enseignement agricole. »

À travers cette construction, Christian Peyronny, vice-président de la FNSEA 63, affiche sa satisfaction de voir « que la Région n'oublie pas les petits territoires : C'est aussi le soutien à

la diversification d'un

déle agricole, permettant le développement des savoirs Charles Carrias, maire taumur, et Cédric R

président de la communes Chavano brailles et Volcans (qq disposition le terrain), un avenir éducatif et é que pour leur territoire quoi redonner confiance habitants du secteur. »

Le lycée agricole de brailles fonctionne sur tes : à Pontauxmur et Gervais-d'Auvergne. Il cette année 257 élèves d'un recrutement nation

ENVIRONNEMENT ■ L'intersyndicale de l'Office national des forêts souhaite interpeller les élus locaux

« Notre forêt française n'est pas une marchandise »

Les défenseurs de la forêt sont partis hier matin de la place de Jaudé jusqu'au puy de Dôme. Ils se sont également rassemblés devant la mairie de Clermont hier soir et ce matin.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. La forêt couvre en France 16 millions d'hectares, soit 30 % du territoire national. « Elle est donc très visible mais ce que l'on voit moins, c'est qu'elle est l'essentiel de la ressource en eau potable et que l'essentiel de notre biodiversité s'y trouve, explique Philippe Regad, de l'im-



MILITANTS. Aujourd'hui, les défenseurs de la forêt partent vers Riom avant de terminer leur marche dans l'Allier vendredi.

tersyndicale de l'Office national des forêts. C'est aussi une protection contre les risques naturels. »

Trois facteurs inquiètent l'intersyndicale. « Il y a une très forte demande sur le bois et tout le monde veut le même type de bois, à savoir des petits arbres de 35 cm car il se place plus facilement dans les machines pour faire du papier, du carton, des palettes, du bois énergie... Le problème est que la forêt française n'a pas assez.

exploitent la forêt n'ont été aussi efficaces et chère machine de l'exploitation tourner tous les jours paye ses traites à la banquette, l'Etat affiche une politique forestière multifonctionnelle mais ne donne pas le de se consacrer à autre que la production de bois. Le budget de la culture est consacré à 5 % du budget de la culture est consacré à 3 alors qu'elle couvre 3 territoire. La forêt n'est marchandise. » ■